

07/03/2023

**Mairie de VILLEROY 77410**  
Communauté de Communes Plaines et Monts de France  
Canton de Claye-Souilly  
Arrondissement de Meaux  
Département de Seine & Marne



**ARRÊTÉ** : AR\_2023\_015

DP 077 515 23 00004 - non opposition

**REPUBLIQUE FRANCAISE**

Commune de VILLEROY

**Dossier n° DP 077 515 23 00004**

Date de dépôt : **28 février 2023**  
Demandeur : **Monsieur ROUIS Bilel**  
Pour : **installer une piscine enterrée**  
Adresse terrain : **22 rue du Cheval Blanc**  
**VILLEROY 77410**

**ARRÊTÉ**  
**de non opposition à une déclaration préalable**  
**au nom de la commune de Villeroy**

**Le Maire de VILLEROY,**

Vu la déclaration préalable présentée le 28 février 2023 par M. ROUIS Bilel demeurant 22 rue du Cheval Blanc, à VILLEROY (77410) enregistrée par la mairie de Villeroy sous le numéro DP 077 515 23 00004.

Vu l'objet de la déclaration :

- Pour installer une piscine enterrée ;
- Sur un terrain situé 22 rue du Cheval Blanc, à VILLEROY (77410) ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 05/02/2020 et modifié le 08/11/2022 ;

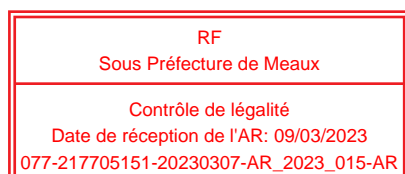
Vu l'affichage en mairie de l'avis de dépôt de la déclaration préalable en date du 28/02/2023 ;

**ARRÊTE**

**Article unique**

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable

Nota : Le pétitionnaire est informé qu'il sera redevable de la taxe d'aménagement.



*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

**Durée de validité de la déclaration préalable :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de TROIS ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut la retirer, si elle l'estime illégale. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaires de l'autorisation et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

Le 07/03/2023

Pour extrait certifié conforme

Le Maire,



Guy LATHÉLIZE

RF Sous Préfecture de Meaux
Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 09/03/2023 077-217705151-20230307-AR_2023_015-AR